

Quel sera l'impact de G.W. Bush sur le droit de choisir ?

Pendant les trente-cinq jours du feuilleton de Floride, la droite religieuse américaine n'a cessé de prier pour que le candidat républicain l'emporte. Leur vœu exaucé, beaucoup d'observateurs s'inquiètent. Quel sort réservera la toute nouvelle administration au droit de choisir, en particulier à l'arrêt Roe vs Wade garantissant le droit à l'avortement ?

George W. Bush tiendra-t-il ses promesses d'un "conservatisme compassionnel" ou, au contraire, va-t-il satisfaire les exigences de ses alliés de la droite religieuse? Certains pronostiquaient qu'une élection aussi difficile modérerait le nouveau président... Une hypothèse démentie par la nomination de personnalités ultra-conservatrices aux postes clés du gouvernement américain, notamment dans les deux domaines touchant au droit de choisir: la santé et la justice.

Un gouvernement anti-choix

Fidèle parmi les fidèles de George W. Bush, Tommy Thompson est ainsi chargé de la réforme de la santé et des retraites. Ce républicain anti-avortement a d'ores et déjà annoncé sa volonté d'essayer de remettre en question l'autorisation délivrée à la pilule abortive (le RU 486) pour entrer sur le marché américain, après dix ans de blocages et de lobby des anti-avortement. Quant à Ashcroft, il est tout simplement le ministre de la Justice dont rêvait la droite religieuse...

Fils de pasteur, originaire du Midwest, Ashcroft était à l'origine le candidat que la Christian Coalition voulait voir à la Maison Blanche. L'organisation de Pat Robertson a même soutenu sa campagne à hauteur de 10 000 \$. Parmi ses soutiens et donateurs, on trouve aussi le lobby des armes, la National Rifle Association. Car Ashcroft n'est pas seulement un militant anti-avortement convaincu, c'est un ultraconservateur pleinement anti-choix, un ennemi acharné de l'affirmative action, un proche des nostalgiques de la



ségrégation, un militant anti-gay et un fervent partisan de la peine de mort. Il a freiné toute législation pouvant garantir la moindre protection à un groupe victime d'incitation à la haine. Il est surtout connu pour s'être systématiquement opposé à la nomination de juges issus de minorités ethniques. L'Institute for Public Accuracy relève également qu'Ashcroft a rendu publiquement hommage à un journal d'extrême droite raciste, Southern Partisan, qui n'est pas loin de penser que l'esclavage a profité aux esclaves africains... Le même journal présente l'homosexualité comme "la plus répugnante profanation de l'ordre sexuel." Selon ses propres mots cette fois, Ashcroft dit de l'homosexualité qu'il s'agit "clairement d'un choix — un choix qui peut être fait ou pas", autrement dit qui ne devrait pas être fait. Lorsqu'on lui demande de préciser sa position, l'homme préfère s'en référer à la Bible: "Et bien, vous savez, je crois que la Bible appelle ça un péché et c'est ce qui définit selon moi un péché". D'une façon générale, Ashcroft tiens à invoquer la présence de Dieu dans tout ce qu'il fait, "y compris en politique".

La menace Ashcroft

Artisan du projet sur le "choix charitable" —

qui a permis aux groupes religieux de bénéficier d'exemption d'impôts au motif qu'ils contribuaient à l'action sociale (c'est ainsi que se financent un certain nombre de centres d'écoute et d'accueil pro-vie) —, il a aussi tenté de faire amender la Constitution dans le sens d'une interdiction du droit d'avorter, y compris en cas d'inceste et de viol. Devant la polémique qu'a suscitée sa nomination, il s'est senti obligé de déclarer qu'il entendait appliquer la loi sans tenir compte de ses convictions personnelles. Pourtant, la NARAL (National Association for the Repeal of Abortion Law) estime qu'avec sa nomination "les libertés qu'il a fallu un siècle pour obtenir sont désormais menacées de façon alarmante".

Son vieil ami, Jerry Falwell, lui, n'a pas de mots assez flatteurs pour décrire le futur ministre de la Justice: c'est "un chrétien engagé et un leader américain de confiance qui a dédié sa vie à la politique". Il considère même le remplacement de Janet Reno par Ashcroft comme le passage de "l'obscurité à la lumière". C'est dire si le risque de voir ce ministre de la Justice mettre en lambeaux les avancées sociales conquises en matière de droits des femmes, des homosexuels et des minorités ethniques est réel.

D'une façon générale, ce sont toutes les avancées du droit de choisir conquises ces dernières années qui se trouvent menacées.

Des années de réaction parlementaire

Majoritaires au Congrès depuis 1994, les républicains ont déjà considérablement grignoté le droit de choisir. La législation sur le droit de mourir dans la dignité est verrouillée. Le *Defense Marriage Act* interdit au plan fédéral toute loi allant dans le sens d'un mariage entre individus de même sexe, alors que plusieurs États comme le Vermont commencent à accorder des droits aux unions homosexuelles. Enfin, les élus du parti conservateur ont entériné au niveau national des lois locales qui interdisent de plus en plus fréquemment le droit d'avorter "par naissance partielle", c'est-à-dire dans les dernières semaines de grossesse. L'élection d'un W. Bush risque donc de ne pas arranger les choses... Même si le nouveau président déclare ne pas être favorable au passage d'un amendement constitutionnel interdisant l'avortement, il ne faut pas oublier que George Bush père avait, lui, promis de faire passer l'amendement pour la vie humaine renversant *Roe vs Wade* lors de la Marche pour la vie de 1992, quelques mois seulement avant de perdre le pouvoir... En tant que gouverneur, son fils a toujours fermement appliqué ses convictions anti-avortement, faisant passer plus de 16 lois restreignant le droit d'avorter dans son État. Et même s'il n'a pas fait campagne sur ce thème - pour ne pas effrayer un électorat modéré - il n'est pas homme à prendre des gants si le lobby pro-life lui demandait d'aller le plus loin possible. Sitôt entré en fonction — juste après avoir accordé l'exploitation de l'Alaska au lobby pétrolier — le 43ème président des États-Unis a d'ailleurs annoncé son intention de relancer le chantage consistant à menacer de retirer le soutien financier fédéral à toute organisation étrangère soutenant l'avortement. Il s'est aussi déclaré prêt à tout faire pour limiter les avortements.

Le danger vient surtout de la Cour suprême. Au printemps 2000, la loi interdisant l'avortement tardif n'a été rejetée à la majorité que d'une seule voix par la Cour suprême, dont les décisions reposent sur un équilibre fragile : trois juges conservateurs (William Rehnquist, Antonin Scalia, Clarence Thomas), quatre juges de centre-gauche (John Paul Stevens, Ruth Bader Ginsburg, Steven Bryer, David Souter) et deux juges plutôt centristes (Sandra Day O'Connor et Anthony Kennedy). Un seul changement pourrait donc tout changer au niveau fédéral et voir ou non aboutir les années de réaction menée par la droite religieuse. Cet équilibre pourrait en effet basculer du côté pro-life si George W. Bush était amené à nommer des remplaçants.

Le danger vient de la Cour suprême

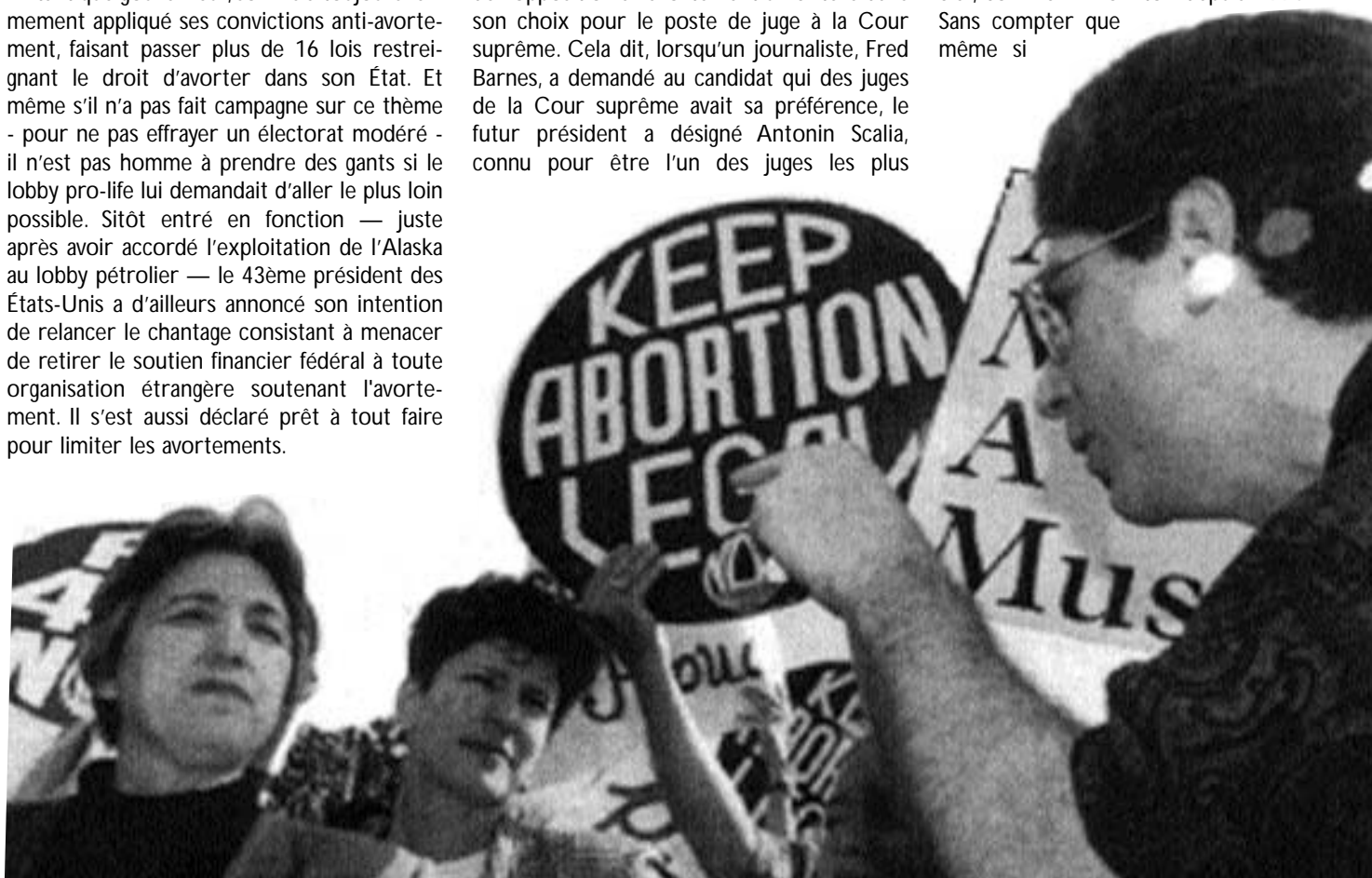
C'est le seul domaine où le président des États-Unis a les pleins pouvoirs, le seul aussi où l'ultra-droite a jusqu'à présent échoué. En son temps, Reagan a ainsi eu la mauvaise idée de miser sur Sandra Day O'Connor, une juge réputée ultra-conservatrice mais qui n'a pourtant jamais fait basculer la jurisprudence à l'encontre de l'arrêt *Roe vs Wade*. George W. Bush aura-t-il le même manque de flair? Il s'est engagé durant sa campagne à ne pas faire de l'opposition à l'avortement un critère dans son choix pour le poste de juge à la Cour suprême. Cela dit, lorsqu'un journaliste, Fred Barnes, a demandé au candidat qui des juges de la Cour suprême avait sa préférence, le futur président a désigné Antonin Scalia, connu pour être l'un des juges les plus

conservateurs et anti-avortement, l'un de ceux qui seraient déjà volontiers revenus sur l'arrêt *Roe vs Wade*.

Quels peuvent être les "garde-fous" ?

Qu'est-ce qui pourrait, au contraire, jouer en faveur du maintien de la liberté de choix, notamment en matière d'avortement ? Tout d'abord le Congrès qui, contrairement aux dernières années, est presque parfaitement divisé entre républicains et démocrates. Les républicains n'y sont plus aussi majoritaires qu'auparavant, même si la voix de Dick Cheney, en tant que vice-président, est prépondérante. Enfin et surtout, George W. Bush pourrait être limité par le temps. S'il y a fort à parier que des aspects du droit de choisir déjà passablement remis en cause — comme le droit à l'avortement tardif ou le droit de s'unir pour les couples de même sexe — seront durablement contrariés, l'arrêt *Roe vs Wade* en tant que tel pourrait survivre à condition qu'aucun juge de la Cour suprême ne soit remplacé d'ici deux ans : date à laquelle les élections pourraient bien voir les démocrates récupérer la majorité au Congrès. Le président aura toujours la possibilité de nommer des juges anti-choix à la Cour suprême mais il sera limité par le Parlement et obligé de négocier, comme Bill Clinton depuis 1994. Sans compter que

même si



certains juges de la Cour suprême sont effectivement assez âgés, rien ne dit que ce ne sont pas les plus conservateurs (comme William Rehnquist, âgé de 76 ans) qui vont être remplacés.

Enfin, il ne faut pas exclure l'hypothèse selon laquelle George W. Bush n'ira pas jusqu'au bout de son mandat. Les démocrates — qui gardent un souvenir amer de la procédure en destitution intenté contre Clinton — ne sont pas en manque de prétextes pour inquiéter à leur tour le président républicain, que ce soit en fouillant dans son passé ou en poursuivant, avec retard, le feuilleton judiciaire de Floride. Si un tel revirement devait avoir lieu, et si l'élection de George W. Bush ne venait pas à bout du droit à l'avortement, cela aurait incontestablement un effet désastreux sur le moral de la droite religieuse. Avant même son élection, après les déboires du Monicagate, plusieurs de ses leaders, vieillissants, se sont montrés démotivés par le peu d'avancées législatives obtenues en vingt ans de lobbying acharné, appelant même à se détourner de la politique pour vivre "séparés" du reste de la société. Il est vrai que le mouvement pro-life n'a depuis bien longtemps plus besoin de se mêler de politique nationale pour menacer le droit de choisir.

Un droit de choisir déjà en lambeaux

En vingt ans de lobby acharné contre le droit à l'avortement, rien n'a été plus efficace pour faire reculer le droit de choisir que le harcèlement continu mené par les quelque 150 associations pro-vie dispersées aux quatre coins de l'Amérique. Devant les cliniques d'avortement, les maisons des médecins, dans les salles d'attente des Centres de planification familiale... C'est là, au quotidien, que la violence des opposants au droit de choisir terrorise celles et ceux qui ne partagent pas leur vision de "la vie". Les gays ont obtenu quelques droits, mais combien de Matthew Shepard retrouve-t-on morts au petit matin ?.. Après qu'une bande de jeunes homophobes enfiévrés par les sermons de la droite religieuse se soit sentie autorisée à s'acharner contre "ces pédés que Dieu hait" ? Les femmes ont toujours le droit d'avorter mais dans quelles conditions ? Sans parler de l'avortement tardif - interdit depuis peu dans 34 États américains, ce qui va obliger de plus en plus de femmes à faire naître des enfants mal formés et handicapés qu'elles n'ont pas choisi d'élever - le parcours d'une Américaine qui souhaite avorter est un cauchemar annoncé. Paniquées à l'idée de croiser sur leur chemin un "conseiller" anti-avortement qui agitera sous son nez une photo de fœtus en mor-

FOI contre CHOIX

La droite religieuse & le mouvement "pro-life" aux États-Unis

Auteur : Caroline Fourest

Éditeur : Golias

ISBN : 2-911453-78-6 / **EAN :** 9782911453786

Prix : 120 F

"Foi contre choix" est le premier livre francophone à couvrir de façon aussi détaillée l'histoire de la droite religieuse et du mouvement pro-life aux États-Unis: depuis l'interdiction de l'avortement au XIXème siècle jusqu'à l'entrée en fonction de George W. Bush.

Contact : Aline Morgan (06 18 35 01 85)

Pour en savoir + :

<http://www.foicontrechoix.freeservers.com>



INTERVENTIONS DE CAROLINE FUREST

6 mars, à 19 h: *intervention sur la "sexualité féminine"* à Science Po-Paris

13 mars, 12h : conférence sur la droite religieuse américaine au festival de Rennes

30 mars, 19h: présentation de "Foi contre Choix" à Librairie Paidos (Marseille): 54 cours Julien 13006 Marseille

4 avril, 20 h: conférence sur l'homophobie de la droite religieuse à la librairie Pause Lecture (Paris): 61 rue Quincampoix 75004 Paris

18 avril, 19h30: Conférence sur la droite religieuse américaine à la librairie Les mots à la bouche (Paris): 6 rue Sainte-Croix de la Bretonnerie 75004 Paris

ceaux, elles doivent avoir parfois recours à des escortes pour se faire accompagner. Quant aux médecins et responsables des Centres de planification familiale, leur vie est devenue un enfer. Quand ils ne sont pas assassinés par un sniper, une lettre piégée, ils sont harcelés jusqu'en bas de chez eux. Menacés en permanence, certains vivent désormais entourés de gardes du corps. Peu de jeunes médecins se précipitent pour assurer la relève. Certains jouent d'ailleurs l'objection de conscience pour ne pas exercer. Or, rien n'oblige un hôpital à remplacer ces praticiens. Tant pis s'il n'y a plus personne pour assurer le service. Enfin, depuis l'amendement Hyde en 1976, des lois sont systématiquement votées pour réduire et finalement totalement interdire le subventionnement des services d'avortement et des Centres de planification familiale. Les endroits où l'on peut avorter ferment les uns après les autres. Une Américaine moyenne, qui n'a pas la chance d'habiter en ville ni les moyens de prendre un billet

d'avion, peut avoir à effectuer plusieurs jours de voyage avant de trouver un centre où elle peut avorter, à condition bien sûr qu'elle ait l'argent nécessaire. Comme au temps de l'avortement clandestin, ce sont les femmes les plus démunies, les adolescentes, celles qui ont le plus besoin de ne pas avoir une grossesse qu'elles n'ont ni désirée ni les moyens d'assumer, qui trinquent. Le 14 septembre 1994, une jeune femme de 19 ans, sans emploi, s'est tiré une balle dans l'abdomen: la seule façon, "médicalement remboursée" à la portée de ses moyens pour mettre fin à sa grossesse.

Ainsi pendant que l'opinion publique internationale s'interroge sur ce que les anti-choix vont pouvoir gagner avec l'arrivée d'un George W. Bush au pouvoir, les militants de l'ordre naturel et divin savent qu'ils ont déjà gagné le principal en obligeant les femmes à "avorter dans la douleur".

Caroline Fourest